



Espace Rural Emploi Formation

Site de Proximité

Saint Bernard

82140 St Antonin Noble Val

Tél : 05.63.68.24.66 - Fax : 05.63.68.26.29

E-Mail : eref@cegetel.net

RAPPORT D'ACTIVITE 2006



Mai 2007

Sommaire

Sommaire	2
Présentation de la structure	3
1. Historique	3
2. Le territoire	3
3. Les moyens humains et matériels	3
3.1. Le local	3
3.2. Convention Ozon'	3
3.3. Outils mis à la disposition du public	4
3.4. Horaires d'ouverture	4
3.5. Équipe d'animation	4
3.6. Composition du conseil d'administration	4
BILAN DES ACTIONS 2006	6
Accueil, information, orientation et accompagnement des personnes en recherche d'emploi	7
1. Personnes accueillies dans l'année par sexe et par âge	7
2. Personnes accueillies par niveau de formation	7
3. Personnes accueillies par statut	7
4. Accueils réalisés	8
5. Personnes accueillies par type de demande	8
6. Typologie des offres recueillies	8
7. Conclusions	9
Permanences des partenaires	10
1. Mission Locale, une demi-journée par semaine	10
2. Cap Emploi (travailleurs handicapés), une demi-journée par mois	10
3. Intermède/Laser 82	10
4. ANPE	10
Services aux Associations	11
Accompagnement à la création d'entreprise	13
1. Demande d'information sur la création ou reprise d'entreprise	13
2. Accompagnement à la création ou reprise d'entreprise	13
Etude sur la relance de la production de châtaignes	15
Commisison locale d'Insertion du Pays Midi Quercy	16
Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS)	17
Promouvoir le Chèque Emploi Service universel « Préfinancé »	18
Programme Local Insertion Emploi (PLIE)	19
Rappel sur ce qu'est un PLIE ?	19
L'EREF site de proximité, opérateur d'accueil et d'accompagnement du PLIE Midi Quercy	21
L'EREF site de proximité, opérateur assistance à la structure d'animation et de gestion	22
Participation aux travaux de mise en place de la maison commune emploi formation du Pays Midi Quercy	24
Emploi et logement	25
BILAN ET PERSPECTIVES	26

1. Historique

L'association Site de Proximité a été créée en 1992, à la suite du programme lancé par le Ministère du Travail « Crédit Formation Individualisé en milieu rural » 1989-1992. Ce programme expérimental avait permis de mettre en lumière la sous utilisation des dispositifs des mesures emploi formation dans les territoires ruraux et proposait une approche territoriale dans la lutte contre le chômage.

En 1994, notre association était labellisée Espace Rural Emploi Formation par la Direction Départementale du Travail de Tarn et Garonne. Depuis 1996, notre association intervient sur les deux cantons St Antonin NV et Caylus.

L'EREF propose des services d'accueil, d'information et d'orientation, et d'accompagnement en matière de formation, d'emploi, de création d'activité, à l'attention de ses usagers quel que soit leur statut et leur activité. Sa finalité est de développer l'emploi sur ce territoire.

2. Le territoire

Le territoire d'intervention de notre association représente les cantons de Caylus et St Antonin NV, c'est à dire 16 communes : Castanet, Caylus, Cazals, Espinas, Féneyrols, Ginals, Lacapelle Livron, Laguépie, Loze, Mouillac, Parisot, Puylagarde, St Antonin NV, St Projet, Varen, Verfeil/Seye.

Le dernier recensement de 1999 fait apparaître une stabilisation de la population (-1,3%) qui se fixe désormais à 7.361 habitants.

3. Les moyens humains et matériels

3.1. **Le local**

Les locaux de l'association sont situés à St Bernard – 82140 St Antonin NV. Cet ancien bâtiment de l'EDF acquis par la commune pour les besoins de notre association mesure environ 120 m². Il offre une salle d'accueil avec espace d'affichage, de documentation, une salle qui permet le déroulement de formations et de réunions, un espace destiné à la comptabilité et trois bureaux d'accueil en confidentialité.

Manque d'espace – Réunions Mairie St antonin

3.2. **Convention Ozon'**

Une convention a été signée avec la SCRL Ozon' dont l'EREF est actionnaire majoritaire pour un partage des locaux et des équipements de l'association (téléphones, postes informatiques...). La clé de répartition est basée sur le temps de travail des personnels d'accompagnement et administratifs de chacune des

structures. Un appel à cotisation est émis par notre association chaque trimestre et une régularisation est opérée en fin d'année au vu des dépenses réelles de fonctionnement et des volumes horaires des deux structures.

3.3. Outils mis à la disposition du public

- Mise à disposition de 2 ordinateurs connectés à l'ADSL et équipés de logiciels (libres) bureautique.
- Affichage et mise à jour quotidienne des offres d'emploi – Edition des offres de l'ANPE des bassins d'emploi de Tarn et Garonne, région de Cahors, Carmaux, Albi et Villefranche de rouergue. Edition des offres d'emploi de la dépêche du Midi et des journaux gratuits.
- Documentation sur l'emploi et la formation (guide CARIF OREF, programme de formation régionale, classeurs AFPA, fiches du CIDJ, fiches APCE...)
- Edition des offres de reprise d'entreprises Tarn et Garonnaises du serveur ACT Contact des chambres de commerce et d'industrie et de métiers de Midi Pyrénées.
- Photocopieur

3.4. Horaires d'ouverture

L'association propose un accueil du lundi au vendredi de 8h30 à 17 h 30, sans interruption. L'association ferme ses portes durant deux semaines au mois d'août et une semaine au mois de décembre.

3.5. Équipe d'animation

Christophe Tyack, directeur, animateur économique.

Boris Prat, animateur emploi formation

Madame Corinne Boisson, animatrice emploi formation, reprise en mi temps thérapeutique en octobre 2006

Nathalie Gomez, secrétaire comptable.

Philippe Roux, comptable.

Valérie Le Bellec, agent d'accueil.

3.6. Composition du conseil d'administration

Le dernier conseil d'administration, élu en 2005, est composé des membres suivants :

Jean-Paul RAYNAL	Conseiller général du canton de St Antonin NV	Membre de droit
Léopold VIGUIE	Conseiller général du canton de Caylus	Membre de droit
Gérard CABADA-MARTINEZ	Adjoint au maire de Caylus	Délégué de la communauté de communes QRGA
Jean GALTAYRIES	Adjoint au maire de Laguépie	Délégué de la communauté de communes QRGA

Christian PETIOT	Adjoint au maire de St Antonin NV	Délégué de la communauté de communes QRGA
Céline RAFFANEL PEREIRA	Mairie de Laguépie	Déléguée des communes
Claude SEIBEL	Mairie de St Antonin NV	Délégué des communes
Maître REGA	Notaire	Délégué des entreprises
Marie-Fernande JACQUESSON	Association SOL HANDI	Déléguée des communes
Joan PERICAS	Ets Joan de Caylus	Délégué des entreprises
Ezide ALIES	Présidente de l' Amicale Laïque	Déléguée des associations
Claude JOUANY*	Maire de Montricoux	Représentant du syndicat Mixte du Pays Midi Quercy
Jacques TABARLY*	Maire de Septfonds	Représentant du syndicat Mixte du Pays Midi Quercy
Sylvette BRIAN*	Conseillère régionale	
Véronique ABEYA	Association Beffroi	Délégué des associations
Michel AUDOUARD	Chef d'entreprise	Délégué des entreprises

Le bureau est constitué des personnes suivantes :

Claude Seibel	Président
Marie Fernande Jacquesson	Vice présidente
Ezide Allies	Trésorière

- AGE de juin 2006

Une assemblée générale extraordinaire en juin 2006 a modifié les statuts et ouvert le conseil d'administration aux élus régionaux habitant sur le territoire des cantons de Caylus et St Antonin NV ainsi qu'à 2 représentants du syndicat mixte du Pays Midi Quercy.

BILAN DES ACTIONS 2006



Accueil, information, orientation et accompagnement des personnes en recherche d'emploi

1. Personnes accueillies dans l'année par sexe et par âge

Répartition des personnes accueillies par âge sexe et localisation

	F	H	Total	< 26	26-45	> 45
Canton de St Antonin NV	100	87	187	39	95	53
Canton de Caylus	39	30	69	13	29	27
Autres cantons du Pays Midi Quercy	10	5	15	3	9	3
Autres cantons	15	10	25	7	11	7
Total 2006	164	132	296	62	144	90
<i>Total 2005 pour mémoire</i>	<i>156</i>	<i>148</i>	<i>304</i>	<i>79</i>	<i>141</i>	<i>84</i>

Répartition des personnes accueillies par âge sexe et localisation (premiers accueils dans l'année uniquement)

	F	H	Total	< 26	26-45	> 45
Canton de St Antonin NV	31	39	70	14	36	20
Canton de Caylus	11	16	27	4	13	10
Autres cantons du Pays Midi Quercy	7	3	10	2	6	2
Autres cantons	9	8	17	6	7	4
Total 2006	58	66	124	26	62	36
<i>Total 2005 pour mémoire</i>	<i>58</i>	<i>64</i>	<i>122</i>	<i>39</i>	<i>47</i>	<i>36</i>

2. Personnes accueillies par niveau de formation

	6 et infra	5	4	3	2 et 1	Total
Canton de St Antonin NV	34	85	44	21	3	187
Canton de Caylus	8	27	20	10	4	69
Autres cantons du Pays Midi Quercy	2	6	3	2	2	15
Autres cantons	3	14	5	1	2	25
Total 2006	47	132	72	34	11	296
<i>Total 2005 pour mémoire</i>	<i>37</i>	<i>133</i>	<i>94</i>	<i>28</i>	<i>11</i>	<i>304</i>

3. Personnes accueillies par statut

	SAL	DE	DELD	RMI	TH	Autres
2006	6 %	39 %	20 %	29 %	3 %	3 %
<i>2005 pour mémoire</i>	<i>10 %</i>	<i>36 %</i>	<i>15 %</i>	<i>30 %</i>	<i>4 %</i>	<i>5 %</i>

SAL : salariés, DE : demandeurs d'emploi, DELD : demandeurs d'emploi de plus de 12 mois, RMI : bénéficiaires du RMI ou ayant droit, TH : personnes reconnues travailleurs handicapés par la COTOREP

4. Accueils réalisés

	Nombre de personnes	OE transmises
Janvier	67	5
Février	23	3
Mars	21	1
Avril	19	2
Mai	9	8
Juin	11	6
Juillet	19	2
Août	15	1
Sept	23	0
Octobre	19	2
Novembre	54	0
Décembre	16	0
Total 2006	296	30
<i>Total 2005 pour mémoire</i>	304	24

OE : offres d'emploi.

5. Personnes accueillies par type de demande

	2005	2006
Recherche de formation	19 %	11 %
Recherche d'emploi	65 %	80 %
dont suivi RMI	/	14 %
dont suivi PLIE	/	19 %
Création d'entreprise	15 %	10%

6. Typologie des offres recueillies

Administratif	Restauration	Industrie artisanat	Bâtiment/TP
2 Secrétaire	1 Cuisinier 1 serveur	1 Manutentionnaire 1 Monteur 1 Mécanicien	5 Manoeuvre 1 Economiste de la construction
2	2	3	6

Services collectifs	Prestataires de service + tourisme Commerce	Particuliers + mandataires + santé
4 Agent d'entretien 1 Agent d'accueil	3 Agent d'entretien 1 Directeur de CLSH 1 Animateur 1 Educateur 1 Chargé de diffus°	1 Dame de maison 3 Aide à domicile 1 ASH
5	7	5

Les 2 tableaux ci-dessus classent par secteur d'activité les offres recueillies par notre association. Toutes ces offres, sauf celles des particuliers employeurs ont été transmises systématiquement à l'ANPE. Elles ne comprennent pas les offres d'emploi émises directement à l'ANPE par les employeurs locaux. Elles ne sont donc qu'un échantillon de l'ensemble des offres déclarées du territoire.

7. Conclusions

Nous présentons ci après, les résultats que nous avons enregistrés sur l'année 2006, résumant les mises en relation vers l'emploi, la formation ou la création d'entreprise.

Types de réalisation	Nombre	2005 pour mémoire
Mise en relation	81	/
Formation mobilisation, apprentissage des savoirs de base, évaluation	29	9
Formation de pré qualification	13	3
Formation qualifiante	15	5
CV	49	/
Contrat en alternance (Contrat de professionnalisation et Contrat d'apprentissage)	5	3
Insertion par l'Activité Economique (CAE, CA)	25	/
Contrat à durée déterminée	66	61
---- dont CES / CAE / CA	---- 18	---- 35
Contrat Nouvelle Embauche	1	/
Contrat à durée indéterminée	15	10
Création d'entreprise	15	8
Total des réalisations	314	

Permanences des partenaires

Nous avons accueilli dans nos locaux des permanences d'organismes partenaires :

1. Mission Locale, une demi-journée par semaine

Elle a pour objectif d'accueillir les jeunes à la recherche d'un emploi ou d'une formation. De plus, la mission locale gère le dispositif CIVIS qui offre aux jeunes n'ayant aucun diplôme, un parcours personnalisé d'accès à l'emploi ou à la qualification. Cette permanence sur rendez vous est assurée par Mme Angles et Mme Devewer. La Mission locale est aussi partenaire du PLIE. Mme Angles est référent d'accompagnement.

2. Cap Emploi (travailleurs handicapés), une demi-journée par mois

Cet organisme s'adresse aux personnes reconnues travailleurs handicapés qui se positionnent sur une réorientation de leur projet professionnel suite à leur handicap ou sur une recherche d'emploi. Nous rappellerons que le législateur a prévu des conditions financières particulières pour favoriser le recrutement de travailleurs handicapés. Cette permanence mensuelle est réalisée par M. Garcia.

Cet organisme est aussi partenaire du PLIE. M. Garcia est référent d'accompagnement.

3. Interméde/Laser 82

Des permanences se sont tenues dans nos locaux à raison d'une fois par mois pour permettre de faciliter l'accès aux services proposées par ces deux structures : association intermédiaire et entreprise de travail temporaire d'insertion.

4. ANPE

L'ANPE a arrêté ses permanences au 1^{er} janvier 2006 suite à la mise en place du suivi mensuel personnalisé.

La création de la seconde agence pour l'emploi sur Montauban a compliqué les relations partenariales puisque nous n'avons plus de référents directs.

Le PLIE a permis d'avoir un interlocuteur M. Xavier Pocous, de l'ALE Roseraie, qui permet de faire le lien entre nos usagers et l'ANPE.

Services aux Associations

L'EREF site de proximité a toujours été au service des associations locales. Celles-ci sont porteuses d'activités importantes et représentent un vivier d'emplois non négligeable. Depuis 1999, nous avons proposé, dans le cadre de la mesure emploi jeune, de créer un poste de travail de soutien aux initiatives associatives par une assistance à la gestion de ces structures afin de soulager les bénévoles de la charge administrative et permettre ainsi une concentration sur le développement de leur service.

Ainsi, ce sont 23 associations qui ont signé une convention avec notre structure pour une assistance dans la gestion administrative de leurs salariés (appui à la réalisation des bulletins de paie, aide aux déclarations sociales...). Nous leur proposons pour un petit nombre d'entre elles aussi une assistance dans la saisie comptable de leurs opérations et une aide à la communication.

Globalement, nous constatons la cessation d'emploi dans de petites structures (association avec un salarié, le plus souvent en contrat aidé) et la demande d'associations notamment culturelles qui souhaitent une assistance dans la gestion des salariés intermittents du spectacle.

Nous avons préparé une réforme des tarifs pour début 2006. Celle-ci devrait engendrer une légère hausse des cotisations pour les prestations d'assistance à la paye (ce sera la première fois depuis la mise en place du service en 1999).

Nom Association	Commune	Nombre moyen de salariés
Crèche Capucine	St Antonin NV	7
Maison du patrimoine	Caylus	15
Office de tourisme	St Antonin NV	2
Ecole de musique (Amicale laïque)	St Antonin NV	1
Jardins des Gorges de l'Aveyron	St Antonin NV	23
Déclicq	Caussade	1
Temps Danse	St Antonin NV	1
Ecosol	St Antonin NV	4
Sappas	St Georges	10
Cantine scolaire	Laguépie	2
Cybersonic 82	St Antonin NV	0
Guéloupio	Laguépie	2
Cabriole (CLSH)	Verfeil/Seye	1
Le Mas d'Azur (CLSH été)	Varen	3
Jeunesse en action	St Antonin NV	2
Hair Formation	Caussade	2
Oasis	Cazals	2
Oboubambulle	Limogne	11
IAO Animation	Lavaurette	11
Office de Tourisme	Laguépie	1
Quercy Grimpe	St Antonin NV	1
Sur La Route 82	St Antonin NV	1
Total		103

Accompagnement à la création d'entreprise

Notre accompagnement à la création d'entreprise s'est considérablement transformé depuis la création de la coopérative d'activités OZON'. En effet, nous privilégions l'entrée sur la coopérative d'activités qui, rappelons le, permet à des personnes de réaliser un test d'activité de façon sécurisée. La coopérative a mis en place des informations collectives permettant de dégager notre association d'une partie de son flux de premier accueil.

1. Demande d'information sur la création ou reprise d'entreprise

La majorité des premiers accueils concernent :

- des demandes d'information sur les aides publiques financières
- des demandes d'appui méthodologique dans la construction de l'étude de projet
- la recherche de contacts locaux ou institutionnels

Nous avons recensé en 2006, 47 personnes au total qui sont venues réaliser au moins un entretien portant sur les questions liées à l'entrepreneuriat. Ainsi, nous utilisons de façon importante les mémofiches et fiches professionnelles de l'Agence Pour la Création d'Entreprise (APCE) qui constituent des supports intéressants d'information pour la réponse à ces demandes. Un certain nombre de ces accueils se transforment en accompagnement du fait du nombre répété d'entretien.

2. Accompagnement à la création ou reprise d'entreprise

Notre association continue un certain nombre d'accompagnements aux créateurs d'entreprise. Ils concernent :

- les repreneurs d'entreprises
- les activités ne pouvant entrer dans le champ de la coopérative d'activité du fait de questions réglementaires (par ex. activités du bâtiment pour la garantie décennale)
- les activités nécessitant des investissements importants dès le démarrage
- les sorties de la coopérative d'activité lors de leur montage de dossier de création d'entreprise

L'accompagnement au montage du dossier reste une action importante. Elle se traduit par la réalisation avec le porteur du projet d'une étude réglementaire, d'un prévisionnel, d'une recherche de démarche commerciale et la rédaction d'un dossier de présentation du projet.

Une mise en relation est ensuite réalisée pour le financement du projet si cela s'avère nécessaire. Nos deux principaux partenaires sont l'ADIE, association qui a désormais un siège permanent sur le Tarn et Garonne depuis l'année 2004, animée par Mme Massip et l'association MTGI qui gère le dispositif EDEN, la plate forme d'initiative locale, le fond de garantie pour l'initiative des femmes.

Récapitulatif du flux d'accueil création et suivi

Nombre de personnes accueillies pour une information sur la création d'entreprise + suivi post création	47	
Nombre de personnes accompagnées sur la création	15	
Nombre de création d'établissement	7	

Typologie des entreprises créées accompagnées

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises
Restauration/Débit de boisson	2
Artisanat d'Art/ Activités artistiques	2
Activités para médicales	1
Activité agricole	1
Activité du bâtiment	1
Total	7

Etude sur la relance de la production de châtaignes

La mairie de Laguépie a souhaité travailler avec l'EREF site de proximité pour étudier la possibilité de relancer la filière châtaigne sur son territoire. Le « marron de Laguépie » a en effet été une référence dans le domaine de la châtaigne mais les maladies ont décimé les productions dans la région. Des tentatives de traitement ont été initiées par la communauté de communes QRGA et la chambre d'agriculture il y a quelques années.

La relance de cette activité traditionnelle pouvait être un vecteur d'activité pour des publics éloignés de l'emploi. Cette étude s'est réalisée notamment avec la collaboration des jardins des Gorges de l'Aveyron.

Nous avons proposé d'accueillir et d'accompagner pour la réalisation de cette étude un étudiant du territoire, M. Julien Rémond, suivant un cursus universitaire à Bordeaux dans le domaine de la gestion du développement local et de l'action humanitaire. Elle s'est déroulée durant environ deux mois au printemps 2006.

M. Briane, géographe et professeur d'université, spécialiste en matière de châtaigne (fondateur notamment du conservatoire de Rignac, il a par ailleurs rédigé plusieurs livres sur le sujet), les conseillers agricoles du Tarn et Tarn et Garonne, la mairie de Laguépie ont été de précieux appuis pour la concrétisation de cette étude.

Un état des lieux a d'abord été réalisé pour connaître l'état du parc de châtaigneraies. Cet état des lieux a été réalisé grâce aux communes qui nous ont indiqué les noms de propriétaires de châtaigniers sur leur commune. Sur la soixantaine de propriétaires détectés, plus de 25 ont été rencontrés pour étudier d'une part l'état de leur ressource, et d'autre part leur volonté de participer à un projet collectif pour replanter et valoriser la châtaigne locale.

Les conclusions ne sont pas très optimistes. Les maladies ayant touché les châtaigniers ont réalisé des dégâts considérables et les tentatives de traitement n'ont pas eu des résultats convaincants.

Les propriétaires de parcelles ne souhaitent ainsi pas se lancer dans d'hypothétiques tests de replantation.

Toutefois, la châtaigne reste un vecteur d'histoire et d'identité territoriale. La grande majorité des propriétaires présente une vraie nostalgie sur le passé châtaigniers du territoire regrettant cette culture du passé.

Commission locale d'Insertion du Pays Midi Quercy

Notre association a siégé à la commission locale d'insertion du pays Midi Quercy, présidée par M. Viguié, conseiller général du canton de Caylus.

Cette commission a mis en œuvre le plan local d'insertion et participé à la mise en place de nouvelles actions dans le cadre d'appuis financiers du fonds social européen.

Ainsi, de projets nouveaux vont être initiés sur le territoire : action d'accompagnement et de formation de demandeurs d'emploi dans le domaine d'activités agricole en tension, accompagnement de personnes en difficulté sur les empris saisonniers agricoles, mise en œuvre d'un service de mise en relation pour le co-voiturage, étude pour la création d'une coopérative de services à la personne, poursuite de l'action d'aide psychologique sur Caussade.

Nous avons participé à une présentation du PLIE pour permettre de travailler sur les liens entre les deux dispositifs.

La commission locale d'insertion devrait réaliser un travail de définition des besoins sur le territoire pour alimenter le programme départemental d'insertion.

Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS)

Deux actions (formation à la prise en charge de l'addictologie et prestations de diagnostic psychologique) ont été financées par la DRASS et conduites sur le territoire.

Notre association a participé à la formation qui était animée par l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie.

Promouvoir le Chèque Emploi Service universel « Préfinancé »

La Direction départementale de Travail de Tarn et Garonne a sollicité les EREF pour deux missions d'information sur les politiques de l'emploi : la sensibilisation des publics ruraux sur la validation des acquis et de l'expérience et l'information des entreprises sur le CESU « préfinancé ».

Cette première mission a été décalée de quelques mois du fait des difficultés à pouvoir mener de front toutes les opérations. Elle sera donc traitée lors du premier semestre 2007.

Qu'est ce que le CESU « préfinancé » ?

Le CESU « préfinancé » (parfois appelé « titre CESU ») est un moyen de paiement permettant de rémunérer des services à la personne. Il est identifié au nom du bénéficiaire et affiche une valeur définie. Selon le même principe que les titres restaurant dans les entreprises, il est préfinancé en tout ou partie par l'employeur, le comité d'entreprise ou un organisme financeur (Conseils généraux, caisse de retraite, centres communaux d'action sociale...). Les titres CESU sont émis par des organismes habilités par l'Agence nationale des services à la personne. Les services qui peuvent être rémunérés au moyen du titre CESU sont en principe rendus au domicile du bénéficiaire ; ils peuvent toutefois l'être à l'extérieur, par exemple s'il s'agit de garde de jeunes enfants.

Le gouvernement a prévu des dispositifs incitatifs pour les entreprises privées qui souhaitent financer ou co-financer des CEU « préfinancés » pour leur salariés.

Les entreprises sont incitées à financer des CESU « préfinancés » par un certain nombre de mesures. Ainsi :

- ▶ *les aides versées par l'employeur pour le financement de services à la personne ne sont pas soumises aux cotisations sociales, dans la limite d'un plafond annuel de 1 830 € par bénéficiaire (ce montant est revalorisé chaque année).*
- ▶ *les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt de 25 % des aides versées. Ce crédit d'impôt sur les bénéfices d'un maximum de 500 000 € par exercice prend en compte les dépenses effectuées par l'entreprise, d'une part pour offrir à ses salariés des services sur leur lieu de travail (crèche d'entreprise, services de conciergerie d'entreprise), d'autre part la contribution versée par l'entreprise pour financer tout ou partie de la valeur de CESU « préfinancés » attribués aux salariés.*

Par exemple : pour un abondement de 100 € (entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés) :

- ▶ *la dépense est déductible, soit une économie d'impôt de 33 € (taux de 33,33%),*
- ▶ *l'entreprise bénéficie d'un crédit d'impôt de 25% des sommes versées, soit 25 €. Ce qui aboutit à un coût net pour l'entreprise de seulement 42 €, pour 100 € versés.*

Ainsi, sous la houlette du MEDEF 82 qui a coordonné cette convention, les EREF du Tarn et Garonne ont eu pour mission d'informer les entreprises de ces nouveaux dispositifs après avoir bénéficié d'une formation sur ce sujet animée par 'URASSF de Tarn et Garonne.

Ceci s'est traduit par le contact d'une trentaine d'entreprises sur le Pays Midi Quercy (en accord avec les EREF TVA et l'EREF QC) et la rencontre de plus d'une dizaine en face à face. Cette action a été principalement réalisée entre mi octobre et mi décembre 2006.

Nous pensions réunir les entreprises de Pays Midi Quercy intéressées mais ce rendez vous a dû être annulé du fait du manque de participants (la réunion était calée en fin d'année très proche des fêtes de fin d'année).

Nous souhaitons pouvoir poursuivre ce type de missions qui permet à la fois de développer des contacts avec les entreprises du territoire mais aussi de travailler au développement d'une dynamique locale telle que la création d'emplois de services à la personne.

Programme Local Insertion Emploi (PLIE)

Notre association a participé activement à la mise en place du PLIE Midi Quercy. Cette participation s'est matérialisée par un travail comme opérateur d'accompagnement et comme opérateur de la structure d'animation et de gestion.

Rappel sur ce qu'est un PLIE ?

Un PLIE est un dispositif contractualisé de lutte contre l'exclusion et pour favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable. C'est une politique des collectivités territoriales au service de l'emploi des plus défavorisés dans une démarche de proximité. En France, nous comptons plus de 200 PLIE couvrant environ un quart de l'espace français.

Le PLIE Midi Quercy s'appuie sur un protocole d'accord signé entre l'Etat, le conseil général 82 et le syndicat mixte du Pays Midi Quercy. Ce protocole signé du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006 a été prorogé jusqu'au 30 juin 2007. Il fixe pour objectif de travailler sur l'accompagnement de 180 personnes du territoire (pour l'année 2006) avec des objectifs de retour à l'emploi pour 62 personnes.

Pour cela, les partenaires ayant signé le protocole dégagent des moyens financiers qui s'intègrent dans quatre axes de travail.

1- Des opérateurs d'accompagnement

5 opérateurs ont été désignés sur le Pays Midi Quercy (les 3 EREF du pays, Mission Locale, ADIAD) qui se partagent l'accompagnement des publics, la gestion administrative du dispositif.

2- L'aide à la formation

Le PLIE peut fournir des financements pour permettre la réalisation de formation de ses bénéficiaires.

3- Les actions d'insertion par l'activité économique

Ces actions ont été confiées à trois opérateurs locaux (maison du patrimoine, Les amis du terroir, jardins des Gorges de l'Aveyron). Ils offrent des emplois de parcours pour des bénéficiaires éloignés de l'emploi.

4- L'intermédiation auprès des entreprises

Cette mission a été confiée à l'ADIAD. Elle vise à rencontrer des employeurs locaux pour proposer les candidatures des bénéficiaires du PLIE, informer et préparer les bénéficiaires du PLIE sur le recrutement local.

5-La Structure d'Animation et de Gestion

Elle gère les relations techniques partenariales, l'évaluation du dispositif, sa gestion administrative et financière. Elle a une mission de vérification du service fait. Elle anime le dispositif technique territoriale.

L'EREF site de proximité, opérateur d'accueil et d'accompagnement du PLIE Midi Quercy

Malgré le retard pris dans la mise en œuvre du dispositif (le protocole d'accord a été signé au printemps 2006), les objectifs d'intégration ont été atteints. 45 personnes ont été accompagnées sur l'année 2006, dont 34 bénéficiaires du RMI 3 travailleurs handicapés, 17 hommes et 28 femmes. Un entretien a été réalisé tous les 15 jours en moyenne pour les personnes accompagnées ou tous les 2 mois pour les personnes en emploi ou formation.

On peut citer les étapes de parcours suivants réalisés au cours de l'année par les publics accompagnés:

Cofinancement de permis de conduire	1
Entrée en formation pré qualifiante	6
Entrée en formation qualifiante	6
VAE	1
Entrée en Contrat d'apprentissage	1
Entrée en Contrat dans le cadre de l'IAE	28
Entrée en CAE (hors IAE)	3
Entrée en Contrat d'avenir (hors IAE)	3
Entrée en CDD – 6 mois	11
Entrée en CDI CIE	1
Entrée en CDI	1
Entrée en coopérative d'activité	1
Création d'entreprise	1

Participation à la coordination territoriale du PLIE

- Participation aux comités d'agrément et de suivi : 9 réunions de juin à décembre.
- Mise en place d'ateliers de formation aux techniques de recherche d'emploi : valoriser son CV, Rédiger une lettre de motivation efficace, se préparer pour un entretien, connaître toutes les mesures pour l'emploi : 10 ateliers de septembre à décembre.
- Mise en place de conférences locales sur le Programme Régional de Formation, la VAE, le CESU, le contrat de travail.
- Réalisation des documents de communication (plaquettes, affiches) utilisés auprès des bénéficiaires, des employeurs, des partenaires, des affichages publics.
- Formation et installation de la base de données ABC PLIE, base de données de saisie des événements de parcours.

L'EREF site de proximité, opérateur assistance à la structure d'animation et de gestion

La structure d'animation et de gestion du PLIE a été animée par Sarah Parajon et Christophe TYACK durant cette première année de mise en œuvre du programme. Cette mise à disposition à raison de 40% de son temps du directeur de l'EREF site de proximité a permis de faciliter

1- Appui dans la mise en œuvre réglementaire du programme

Notre structure a participé à la formation sur la vérification des services faits par AVE et mis en œuvre des préconisations pour la gestion méthodologique des PLIE :

- participation à l'élaboration du protocole d'accord et sa signature
- mise en place de la nouvelle convention cadre avec la DRTE-FP
- participation à l'appel d'offres en direction des opérateurs, la passation des conventions
- animation de sessions de formation auprès des opérateurs PLIE pour la gestion du FSE

2- Appui à gestion financière du dispositif (établissement des budgets, ...)

- Participation à la maquette financière révisée du PLIE 2006
- Mise en œuvre des conventions de gestion financière avec les opérateurs et les usagers
- Suivi budgétaire des opérations et contreparties du programme

3- Appui à l'animation du dispositif auprès de ses partenaires

- Appui à la conception du travail partenarial entre structures du territoire
- Animation d'ateliers techniques (recherche d'emploi) et de rencontres locales pour l'emploi (CESU, PRFP)
- Appui à la communication dans l'élaboration des documents de communication du PLIE (diaporama, plaquettes, usagers, entreprises, rencontres locales...)
- Appui à l'animation des différentes commissions de travail du PLIE : comité d'agrément, comité opérationnel et comité de pilotage
- Appui à la gestion du projet "besoins de main d'œuvre dans le secteur médico social" visant à mieux étudier les besoins territoriaux dans ce secteur d'activité
- Appui à la promotion du dispositif PLIE auprès des partenaires : CLI du Pays Midi Quercy, Pôles sociaux, ...
- Appui à la réalisation de la lettre PLIE

4- Appui à l'évaluation du programme

- Appui individuel des structures dans la gestion de leur dossier FSE et du compte rendu de leurs opérations
- Appui aux synthèses pour la préparation des décisions stratégiques (ex comités de pilotage...) et compte rendu de réunions
- Participation à la gestion de la base de données des bénéficiaires et parcours (ABC PLIE) / Mise à jour / gestion des tables / Vérification de la cohérence des données.
- Rappel sur réunions des instances PLIE :
- Comité de pilotage, structure de décision stratégique concernant le protocole d'accord et sa mise en œuvre : 3 réunions en 2006 (23 mars, 26 juin, 13 décembre).

- Comité opérationnel, structure de décision technique pour la gestion et mise en œuvre du protocole :
2 réunions en 2006 (29 mai, 25 juillet)
- Comité d'agrément et de suivi des parcours, instance de décision dans la gestion des parcours des bénéficiaires (10 réunions depuis le 8 juin)

Participation aux travaux de mise en place de la maison commune emploi formation du Pays Midi Quercy

Notre association est un partenaire moteur du projet de maison commune emploi formation du Pays Midi Quercy. Son expérience locale dans les pratiques d'insertion développement a permis d'être une voix écoutée pour ce projet innovant.

L'année 2006 a été une année de réflexion pour la constitution de ce projet. Réflexion sur les objectifs de ce nouvel outil, réflexion sur son possible mode de fonctionnement à partir d'un réseau entre un centre à Caussade et des points d'appui, réflexion aussi sur les moyens techniques et financiers.

La mise en œuvre du PLIE constitue sans nul doute une forme d'essai de ce travail collaboratif entre des acteurs d'un territoire. Il permet de mesurer comment travailler, les moyens nécessaires, les erreurs à éviter. L'expérience de la MCEF-MDE du Pays Midi Quercy devrait avoir un objectif plus ambitieux puisque son champs d'action devrait concerner l'ensemble des publics du territoire, qu'ils soient demandeurs d'emploi, salariés, chefs d'entreprise ou bien scolaires.

L'année 2007 devrait voir la création de l'association de gestion de la MCEF-MDE, dont l'EREF site de proximité sera l'un des membres. Ainsi, nous espérons que cette étape permettra de concrétiser plus facilement les projets d'action en matière d'emploi, d'insertion et de formation sur le territoire.

Emploi et logement

Notre association a été amenée à collaborer à plusieurs chantiers locaux portant sur le développement local par le logement.

Ainsi, nous avons proposé à la commission logement du Pays Midi Quercy qu'elle se positionne sur un programme d'appui aux communes souhaitant développer de l'habitat pour l'accueil d'apprentis sur le territoire. Nous savons en effet que le Pays Midi Quercy compte plus d'offres d'apprentissage que de jeunes souhaitant bénéficier de cette mesure. Ceci se traduit par des pertes d'opportunité pour la formation de jeunes dans ces métiers et donc de dynamisation du tissu local des entreprises.

Ainsi, il faudrait « importer » des jeunes dans notre territoire. Cependant, il faut constater que nous avons peu d'attractivité du fait notamment de la faiblesse de l'appareil commercial et de service en milieu rural. De même, nous rencontrons des problèmes de rareté de logements qui se traduisent concrètement par un coût souvent disproportionné par rapport aux revenus de ces jeunes en formation.

Ainsi, notre projet est de favoriser la création de logements pour des jeunes qui prendront un apprentissage sur le territoire. Pour cela, il s'agit de bénéficier de mesures initiatrices qui permettront à des communes d'investir dans des acquisitions, des rénovations et de faciliter ainsi le logement de jeunes qui iront se former dans des entreprises locales.

Nous avons proposé de participer à un groupe de travail sur cette thématique au sein du Pays Midi Quercy.

De même, nous avons accepté de faire partie du groupe d'appui et de suivi sur le projet « Eco hameau » de Verfeil/Seye. Ce projet initié par l'association AES vise à permettre la création d'un lotissement d'une dizaine de maisons construites dans un souci d'éco construction. Par ailleurs ses habitants pourront participer à tout ou partie de la construction bénéficiant d'un encadrement de l'association AES.

Ce projet s'inscrit dans la thématique de l'accueil d'actif et à c'est à ce titre que nous souhaitons participer à l'accompagnement des personnes souhaitant s'installer dans notre région pour faciliter leur réussite professionnelle.

BILAN ET PERSPECTIVES

Le bilan de cette année 2006 est marqué par la mise en place du Plan Local insertion Emploi, dispositif important pour lequel l'ensemble de notre équipe s'est fortement investie. Ce programme a permis de mettre en lumière l'intérêt de pouvoir intervenir sur un territoire comme le Pays. La surface et la densité de population permettent de développer un travail d'animation du territoire par exemple à travers les rencontres locales pour l'emploi ou la mise en oeuvre d'un programme concerté d'ateliers de recherche d'emploi.

Le PLIE permet de faciliter et d'harmoniser la pratique d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi. Outre la base de données permettant de « parler le même langage », les comités d'agrément ont permis grâce aux études de cas, à l'interprétation du protocole d'accord de créer une « coutume de fonctionnement ». Nous espérons naturellement que ce travail pourra se poursuivre au-delà de l'avenant signé jusqu'au 30 juin 2007 et cela malgré la diminution du FSE dans notre nouvelle maquette régionale.

Parallèlement les efforts devront se porter sur les « offres » sur notre territoire. Offre en terme de mieux vivre (logement, mobilité, santé...) aspects sur lesquels notre association a toujours souhaité collaborer avec des partenaires mais aussi et surtout offre économique (offres d'emploi, d'activité, de création ou de reprise d'entreprise). Ce volet de travail devrait être le cœur de cible de notre future MDE-MCEF du Pays Midi Quercy que nous participerons à développer.

ANNEXES

Organisation du temps de travail OZON'-EREF en 2006

EREF site de proximité			SCRL OZON'
Centre de services aux associations	Accueil, accompagnement Emploi, Formation, Création d'entreprise	Assistance technique Pays Midi Quercy	Accompagnement au test d'activités
Philippe ROUX (0,7 ETP)	Boris PRAT (0,4ETP de janvier à juin puis 0,8 ETP) Corinne BOISSON (0,2 ETP) (à partir d'octobre 2006 suite à retour longue maladie) Christophe TYACK (0,3 ETP)	Christophe TYACK (0,4 ETP)	Chantal LAGRIFFOUL (0,8 ETP) Christophe TYACK (0,2 ETP) Patrice LEONOWICZ (0,3 ETP) Remplacement Chantal Lagriffoul (0.4 ETP) 1 ^{er} semestre
Secrétariat administratif : Nathalie SUDRAT 0,1 ETP			Secrétariat administratif : Nathalie SUDRAT (0,7 ETP)
Direction : Christophe TYACK : 0,1 ETP			gérance : Patrice LEONOWICZ (0,1 ETP)
Conseil d'administration : les 2 conseillers généraux du QRGGA, des élus de la CCQREGA, des élus communaux, 2 responsables associatifs locaux, 2 chefs d'entreprise locaux - Président : M. Claude SEIBEL			Société actuellement en coopérative loi 47 en cours de transformation en SCOP

Organisation du temps de travail OZON'-EREF en 2007

EREF site de proximité			SCRL OZON'
Centre de services aux associations	Accueil, accompagnement Emploi, Formation, Création d'entreprise	Assistance technique Pays Midi Quercy	Accompagnement au test d'activités
Philippe ROUX (0,7 ETP)	Boris PRAT (0,6 ETP) Corinne BOISSON (0,6 ETP) Christophe TYACK (0,1 ETP)	Christophe TYACK (0,6 ETP)	Chantal LAGRIFFOUL (0,8 ETP) Boris PRAT (0,2 ETP) Christophe TYACK (0,2 ETP) Patrice LEONOWICZ (0,3 ETP)
Secrétariat administratif : Nathalie SUDRAT 0,1 ETP			Secrétariat administratif : Nathalie SUDRAT (0,7 ETP)
Direction : Christophe TYACK : 0,1 ETP			gérance : Patrice LEONOWICZ (0,1 ETP)
Conseil d'administration : les 2 conseillers généraux du QRGGA, des élus de la CCQRGGA, des élus communaux, 2 responsables associatifs locaux, 2 chefs d'entreprise locaux - Président : M. Claude SEIBEL			Société actuellement en coopérative loi 47 en cours de transformation en SCOP

Statistiques de la demande d'emploi au 30 juin 2006 sur le territoire des cantons de Caylus et St Antonin NV

COMMUNE	HOMMES	FEMMES	Total Cat 1	Dont DELD plus d'un an	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	Plus de 50 ans
Caylus	15	13	28	12	4	15	9
Espinas	1	0	1	0	0	1	0
Lacapelle Livron	3	0	3	0	1	1	1
Loze	0	0	0	0	0	0	0
Mouillac	2	4	6	1	3	1	2
Puylagarde	3	4	7	3	0	5	2
St-Projet	2	4	6	3	1	5	0
Total du Canton de CAYLUS	26	25	51	19	9	28	14
	50,98%	49,02%		37,25%	17,65%	54,90%	27,45%
COMMUNE	HOMMES	FEMMES	Total Cat 1	Dont DELD plus d'un an	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	Plus de 50 ans
Castanet	2	3	5	2	0	5	0
Féneyrols	2	5	7	1	1	5	1
Ginals	0	0	0	0	0	0	0
Laguépie	6	9	15	2	1	10	4
Parisot	7	5	12	4	0	10	2
St Antonin Noble Val	34	23	57	25	4	35	18
Varen	11	9	20	7	2	17	1
Verfeil sur Seye	7	7	14	5	2	11	1
Total du Canton de ST ANTONIN NOBLE VAL	69	61	130	46	10	93	27
	53,08%	46,92%		35,38%	7,69%	71,54%	20,77%
Total	95	86	181	65	19	121	41
	52,49%	47,51%		35,91%	10,50%	66,85%	22,65%